Forêts et scieries de Bienhoa
documentation rassemblée et présentée par Alain LÉGER
alain.y.leger@wanadoo.fr
27 novembre 213

Cette société, la plus grande exploitation forestière de l'Indochine française, est issue de la scission, en 1939, de la Bienhoa industrielle et forestière (B.I.F.) qui avait elle-même pris la suite, en 1908, de la Société en commandite simple Pagès, Camus et Cie.

En 1926, l'affaire passe sous la coupe de la Banque de l'Indochine, de la SICAF, de la CCNEO, de la Banque de l'Union parisienne, de MM. Hottinguer et Cie, du Crédit mobilier français (Goüin), etc. Dès lors, elle développe une importante branche caoutchouc.

Le nouveau président est Charles Furiet, un ancien inspecteur des colonies reconverti dans la finance, qui est, en même temps, administrateur-délégué de la Société internationale mobilière et industrielle (SIMI), président de la Banque commerciale africaine et président de l'Agricole et industrielle de Ben-Cui, filiale de la SICAF.

Le nouvel administrateur-délégué est Édouard Bourcier Saint-Chaffray¹, ancien résident supérieur au Tonkin.

Le conseil comprend en outre Ernest Chauvy (du Crédit mobilier français, absorbé en 1932 par la Banque de l'Union parisienne), Marcel Fermé (directeur de la BIF en Cochinchine), un ancien officier de marine, Jean Heilmann (président de la BIF de 1919 à 1926), Sampiero Pietri (qu'on retrouvera directeur adjoint de la Banque commerciale africaine), Edwin Poilay (Comptoir national d'escompte, Banque de l'Afrique occidentale, Banque commerciale africaine), Gaston de Saporta (fondateur des Cafés de l'Indochine) marié à Marie Rodocanachi...

À partir de 1932, la gestion effective est confiée à la SICAF, Saint-Chaffray devenant simple administrateur.

Le début des années 1930 est périlleux : l'exploitation forestière rencontre des difficultés ; les plantations d'hévéas se mettent au greffage, ce qui reporte les saignées de deux ans, et les cours du caoutchouc sont déprimés ; les désordres monétaires aggravent le tout.

En 1934, il est question de réduire le capital des 9/10e.

En 1935, la SICAF entre en liquidation.

En octobre de la même année, la Bienhoa coopte un nouvel administrateur de poids en la personne d'Arnaud de Vogüé, petit-fils de Melchior de Vogüé, administrateur (1893), puis président (1906-1919) de Saint-Gobain, et fils de Robert de Vogüé, marié à une fille Sommier (des sucres Lebaudy-Sommier), à son tour, entre autres, administrateur (1912), puis vice-président (1928-1936) de Saint-Gobain. Arnaud deviendra lui-même administrateur (1947), puis président (1952-1969) de Saint-Gobain, jusqu'à l'OPA hostile de BSN et la fusion avec Pont-à-Mousson.

Les Vogüé s'intéressent de près à l'Indochine. Dès avant la Grande Guerre, Robert de Vogüé est entré au conseil de la Cie de commerce et de navigation d'Extrême-Orient, affaire discrète et bien gérée, de plus en plus prospère, qui a été l'une des premières à se lancer dans les plantations d'hévéas, via les Plantations de Suzannah (1907), les Plantations d'An-Loc (1911) et la Société agricole et industrielle de Cam Thiem (1924).

Robert de Vogüé est administrateur d'An-Loc depuis 1914 et il en est le

¹ Parfois prénommé Jean. Une de ses nièces, Geneviève Deloye, épousa en 1928 Hubert Beuve-Méry, le futur patron du quotidien *Le Monde*.

président depuis 1919. Arnaud en est l'administrateur délégué. Et c'est cette société qui se transforme en août 1935 en Société indochinoise des plantations d'hévéas (SIPH), pour absorber la Suzannah, ainsi que la Ben-Cui (filiale de la Sicaf présidée par Furiet).

L'arrivée d'Arnaud de Vogüé au conseil de la Bienhoa présage donc de restructurations qui ne vont pas tarder. S'y ajoutent en 1937 celles du secrétaire général de la Banque de l'Indochine, François de Flers, et d'Hubert de Chambure, qui venait d'entrer au conseil de la SIPH à la suite de l'absorption par cette dernière, en février, des Caoutchoucs de Binh-Loc, affaire créée en 1927 par la SFFC².

En 1937, le capital de la Bienhoa est réduit de 75 à 32,5 MF — dont moins de 4 pour l'activité forestière —, puis porté à 40 MF.

Au 1er janvier 1938, la Bienhoa, qui faisait déjà appel aux inspecteurs de la SIPH depuis la défaillance de la SICAF et qui recourait à ses usines, lui donne sa branche caoutchoutière en gérance.

En 1939, enfin, la scission est décidée entre la branche caoutchoutière qui prend le nom de Caoutchoucs du Donai, et la partie forestière qui devient les Forêts et scieries de Bienhoa.

Le problème majeur qui se pose alors est celui des Tramways du Donai, une ligne de 23 km construite à l'origine avec l'aide du gouvernement général de l'Indochine pour desservir l'immense concession la B.I.F. dans le nord de la Cochinchine, aux limites des plateaux mois. « On est tout surpris de voir le nombre d'indigènes qui en profitent, dans un pays jadis absolument dépeuplé », écrivait Cucherousset en juillet 1918³. Mais la construction de routes changea la donne : le trafic voyageurs s'éteignit et la BIF devint le seul utilisateur de la ligne. Or, elle s'était engagée à en couvrir le déficit d'exploitation et bien qu'elle en possédât 72 à 73 %, elle était en litige avec elle. La valeur des Tramways du Donai étant considérée comme nulle, on attribua aux Forêts et Scieries de Bienhoa la charge d'en couvrir le déficit d'exploitation, les Caoutchoucs du Donai se portant garants en cas de défaillance des F.S.B.

On trouvera ci-dessous de nombreuses informations sur les heurts et malheurs de cette exploitation forestière, ses problèmes de main-d'œuvre, les débouchés intérieurs, les marchés extérieurs, la concurrence, les interrogations des actionnaires sur sa maigre rentabilité.

1^{re} partie 1908-1926

Les produits forestiers de l'Indochine au service de la Défense nationale
par A. BERTRAND

² Fils d'Auguste de Chambure, fondateur de *L'Argus de la Presse* qui sélectionnait des articles en provenance d'une trentaine de pays, Hubert de Chambure (1903-1953) avait épousé Geneviève Thibault, musicologue, fille unique de Thérèse Lazard, de la banque éponyme. Le couple habitait à Neuilly et Dalat.

Sa sœur, Élisabeth de Chambure, avait épousé Philippe de Rothschild. Elle mourut à Ravensbruck. Leur fille Philippine, d'abord comédienne au Français, s'occupa ensuite de vignobles (Mouton-Rothschild, Domaine de Baron'arques, Fleur-Milon à Pauillac...).

Hubert de Chambure était également administrateur des Caoutchoucs de Phuoc-Hoa depuis décembre 1935. Il entra plus tard dans les conseils de l'Union financière d'Extrême-Orient (UFEO), des Caoutchoucs de Kompong-Thom et de l'Électricité de Marrakech.

³ *L'Éveil économique de l'Indochine*, 21 juillet 1918

Ingénieur en chef du Génie maritime,
directeur de l' Arsenal de la Marine à Saigon

(L'Éveil économique de l'Indochine, 6 octobre 1918)

Le reliquat de la fourniture des maquettes [de fusils] sera terminé dans le courant de janvier, grâce aux efforts combinés de la Direction d'Artillerie coloniale, de l' Arsenal de la Marine, de la Société la « Bienhoa Industrielle et Forestière », et de quelques exploitants forestiers qui confectionnent des maquettes par fendage.

.....

Fourniture d'acétone et de méthylène par la Bienhoa industrielle et forestière

Avant la guerre, la Société la « Bienhoa Industrielle et forestière » avait établi à Tam-mai (près de Bienhoa) une usine de carbonisation des bois qui devait tout d'abord fabriquer de l'acétate de chaux et du méthylène, pour passer plus tard à des fabrications nécessitant un outillage plus complexe (acétone, etc.)

Dès le début de la guerre, les besoins de la France en acétone et en méthylène ont augmenté dans des proportions considérables alors que son approvisionnement par l'Allemagne cessait subitement. Il était donc naturel de songer à utiliser les ressources forestières de la Colonie pour fournir à la Métropole une partie des produits chimiques qui lui manquaient.

La Bienhoa Industrielle et Forestière décida de transformer son usine de Tam-mai pour accroître la capacité des appareils de distillation et pousser la fabrication jusqu'à l'obtention de l'acétone pure 98 %.

La société prit ses dispositions pour l'achat du matériel et pour l'agrandissement de l'usine de Tam-mai et passa avec la guerre et la Marine les marchés suivants :

1°. Marine — 50 tonnes d'acétone qualité courante pour nettoyage de projectiles à la mélinite.

2° Guerre — 100 tonnes d'acétone pure 98 %.

Au 31 janvier 1917, la B.I.F. a livré pour l'ensemble Marine-Guerre 50.000 kilos, sur les 150.000 kgs formant le total des deux marchés. Tout porte à croire que le reliquat de la fourniture pourra être livré assez rapidement, grâce aux mesures qui sont actuellement en cours d'exécution pour assurer le ravitaillement de l'usine en bois de distillation.

Les débuts du fonctionnement de l'usine ont été en effet extrêmement pénibles par suite d'une erreur initiale d'appréciation sur les ressources forestières de la région de Bienhoa en bois de carbonisation à rendement élevé. La plupart des essences de la Cochinchine ont un rendement en acide acétique très inférieur à celui des bons bois français comme le chêne, le hêtre ou le frêne.

Le tableau ci-après indique le rendement en acétate de chaux 80 % des principales essences de bois que l'on trouve dans les forêts de la Cochinchine. En mai 1917, un agent technique de l' Arsenal a contrôlé pendant deux semaines le fonctionnement de l'usine et a relevé les rendements suivants pour diverses opérations individuelles (rendement en acétone de chaux de 80 % par stère) :

lau-tau 34, 37, 38 et même 48 par stère (ce dernier chiffre a été obtenu en complétant le plein de la cornue après sa mise à poste).

Les bois de carbonisation employés en France, tels que le bouleau, le hêtre rouge, le charme, donnent, en général, plus de 30 kgs d'acétate de chaux 80 % par stère. Avec le chêne, le rendement peut même atteindre 47 kgs d'acétate par stère.

Le lau-tau et le palétuvier sont les deux meilleurs bois de distillation, mais ce dernier est malheureusement devenu assez rare, sauf vers l'embouchure du Mékong

et du Donnai, et la B.I.F. a hésité à exploiter des boisements aussi éloignés de l'usine de carbonisation. Du reste, il faudrait faire une sélection, car les diverses espèces de palétuviers n'ont pas le même rendement en acide acétique.

L'ensemble des appareils de la nouvelle usine a été établi en comptant sur un rendement de 30 k. d'acétate 80 % par stère de bois ; il est donc indispensable de disposer d'une très forte proportion de lau-tau pour compenser le faible rendement des autres essences.

Le rendement de l'usine de carbonisation s'est d'ailleurs trouvé jusqu'à l'heure actuelle sensiblement réduit du fait de l'absence complète du stock de bois et par l'obligation de distiller des bois verts non écorcés et très humides.

Les mesures qui vont être mises en vigueur permettront probablement à la B.I.F. d'établir, avant la saison des pluies, un stock de bois assez important et composé en majeure partie de lau-tau ; on peut donc espérer que, dans ces conditions, l'usine prendra un définitif essor.

La société vient d'ailleurs de réaliser un perfectionnement très sérieux en établissant un séchoir utilisant la chaleur d'une partie des gaz chauds des chaudières, pour sécher les bois avant leur introduction dans les cornues. Ce traitement permettra de loger dans les cornues un plus grand poids de bois utile, tant par le retrait au séchage que par la chute de l'écorce ; on obtiendra aussi un jus pyroligneux moins dilué qui exigera une moins grande dépense de vapeur pour sa distillation.

En somme, avec l'ancienne batterie de 6 fours à cornues de 3 stères et la nouvelle batterie de 6 fours à cornues de 10 stères, l'usine devrait, suivant les prévisions de la Société, distiller par jour 160 stères de bois produisant :

1°) 4.800 kgs, d'acétate gris 80 %, en comptant sur un rendement moyen de 30 kilos par stère distillé ;

2°) 800 à 960 litres de méthylène à raison de 5 à 6 litres de méthylène par stère.

La fabrication de l'acétone par distillation sèche de l'acétate de chaux a donné quelques mécomptes à l'origine, mais, après une série de perfectionnements méthodiques, l'usine a pu atteindre le rendement industriel ordinaire qui est de 20 kgs d'acétone 98 % par 100 kilogs d'acétate gris 80 %. Dans ces conditions, les 4.800 kgs d'acétate gris produits par 160 stères de bois devraient pouvoir donner 960 kgs d'acétone.

Les appareils de rectification ont nécessité quelques remaniements au début et on a dû les adapter aux conditions de température de l'eau de réfrigération des pays tropicaux : mais actuellement, ces appareils fonctionnent dans d'excellentes conditions, aussi bien pour la rectification de l'acétone que pour celle des phlegmes alcooliques.

Les appareils de rectification permettent à l'usine de livrer le méthylène, partie sous forme de méthylène régie (avec 29 % d'acétone), partie comme méthylène pur 98 % (0,6 à 2 % seulement d'acétone).

AEC 1922-761 — Sté anon. « La Bienhoa industrielle et forestière », 1, rue du Cirque, PARIS (8^e).

Capital. — Sté an., f. en 1908, 6 millions de fr. en 60.000 act. de 100 fr.

Objet. — Exploit. de 30.000 hectares de forêts en Indochine ; création d'industries annexes, en particulier celle de la distillation des bois. Scieries et usines à Bienhoa et Khanhoi (Cochinchine). — Siège d'exploit. à Saigon.

Imp. — Bois ouvrés et produits de la carbonisation des bois.

Conseil [= 694]. — MM. [Jean] Heilmann [1860-1936. École navale 1877. Au conseil de la BIF de 1919 à son décès. Père de Jean-Jacques : Un. Bq Paris, Électro-Entreprise, Niabang (café au Cameroun)], présid. ; Blondel, Gillotin, Posth [roi

caoutch. Malaisie], Veyron, [baron] d'Ussel, admin.

De Biênhoa à Djiring
à travers les régions moï
(*L'Éveil économique de l'Indochine*, 25 juin 1922)

[...] Nous avons signalé, la semaine dernière, la randonnée de M. Fricout à travers la forêt moi, et nous avons laissé espérer à nos lecteurs que notre compatriote voudrait bien nous donner, à son retour, quelques détails sur son voyage.

M. Fricout est revenu mardi matin de Dalat. Nous avons pu le joindre, hier soir, et nous l'avons immédiatement soumis à la question. Il s'y est prêté avec une extrême bonne grâce.

— Tout d'abord, a-t-il commencé, je tiens à vous dire que je n'étais pas seul, et je regrette vivement que, mal informés, vous n'ayez pas mentionné, dans votre premier article, mon compagnon de voyage, M. Kaemmerer. Gérant de la forêt de Trangboum pour le compte de la Bienhoa Industrielle et Forestière, M. Kaemmerer, qui vit dans le pays depuis douze ans, connaît admirablement la langue annamite, ce qui a été un facteur très important du succès de notre entreprise, par la suppression de l'interprète annamite. Les Moï, en effet, n'aiment pas les Annamites, qui le leur rendent bien, et ils se méprisent mutuellement. Les mettre en présence les uns des autres occasionné souvent des déboires. [...]

2^e partie 1926-1939 L'activité forestière de la B.I.F.

La Biênhoa industrielle et forestière
(*L'Éveil économique de l'Indochine*, 15 avril 1928)

Créée en 1908 au capital de 500.000 frcs, dont 245.000 représentés par des apports, porté à 2 millions en 1911 et, en 1919, à 6 millions, en 60.000 actions de 100 frcs, cette société avait pour but l'exploitation d'un immense domaine forestier dans la Cochinchine septentrionale. Longtemps, elle vécut tant bien que mal. Pendant la guerre, il sembla qu'elle allait prendre son essor en fournissant à la métropole certains produits de la distillation des bois employés pour la fabrication des explosifs, mais cette activité ne dura pas.

La crise d'après-guerre fut terrible pour la Biênhoa, gérée sans habileté et sans prévoyance. [...]

Fin de 1925, en face d'un passif exigible de près de 28 millions, elle avait moins de 5 millions de disponibilités.

Des capitaux s'offraient, à condition que l'entreprise changeât de mains, ce qui eut lieu en 1926. Le capital fut porté de 6 à 50 millions de francs, les 3.000 parts de fondateur furent rachetées à 10 francs l'une, et l'augmentation de capital fut réservée à un groupe de premier ordre : Banque de l'Indochine, Sté Indochinoise de Commerce, d'Agriculture et de Finance [Sicaf], Cie de Commerce et de Navigation d'Extrême-Orient [CCNEO, via la Société agricole de Suzannah], Banque de l'Union Parisienne, MM. Hottinguer et Cie, etc.

Fin 1926, le bilan était complètement transformé : 1 million 600.000 frcs d'exigibilités, 14 millions de disponibilités.

Que vaut l'affaire ?

D'abord, la Biênhoa possède un domaine de 34.000 ha. à 80 km. au nord de Saïgon, traversé par une voie ferrée, une voie d'eau et la route coloniale n° 1. Ce domaine lui appartient en toute propriété, et elle n'a à payer aucune redevance pour l'exploitation des forêts qui le couvrent. Avant que la société fût réorganisée, d'importants travaux d'aménagement avaient été exécutés : une grande scierie, une voie ferrée se reliant au réseau de la colonie et constituée en société sous le nom de « Cie Française des Tramways du Donai », au capital de 2.500.000 frcs. [...]

L'exploitation forestière devenue assez rémunératrice, étant donné le développement économique que connaîtra Cochinchine, est susceptible de rapports intéressants si elle est bien organisée, et comprend, par exemple, une fabrique de meubles [intéressante suggestion jamais suivie d'effet].

Mais le principal effort porte aujourd'hui sur les plantations. [...] Le gros obstacle que rencontre la Compagnie est la pénurie de main-d'œuvre [...]

Le bénéfice brut d'exploitation réalisé en 1926 se monta à plus de 2 millions de francs, ce qui montre que l'affaire est maintenant soigneusement gérée, mais les bénéfices de l'exploitation forestière sont insuffisants pour assurer la création des plantations, et une augmentation de capital est prévue : le capital sera bientôt porté de 50 à 75 millions de francs. [...]

D'après une étude de *l'Indochine*.

La Bienhoa industrielle et forestière

Exercice 1927

(*L'Éveil économique de l'Indochine*, 23 novembre 1928)

[...] L'industrie a encore été développée ; les résultats, sensiblement égaux aux précédents, auraient été meilleurs sans l'insuffisance de la crue annuelle du Donai et de la Lagna, qui a privé la société d'une partie des trains de bois escomptés. Des mesures ont été prises pour augmenter les moyens de transport ; avec le nouveau matériel de scierie, le débit annuel de l'usine pourra être sensiblement augmenté. [...]

La BIENHOA INDUSTRIELLE ET FORESTIÈRE

a tenu son assemblée générale le 16 juin

(*L'Éveil économique de l'Indochine*, 19 juillet 1931)

[...] les résultats de l'exploitation forestière et industrielle ont été fortement influencés par la crise économique mondiale, qui a restreint les débouchés dont l'exploitation bénéficiait en Indochine : des sociétés auxquelles elle fournissait des charpentes et, surtout, des maisons en bois, ont suspendu tout développement sur les plantations en raison de la crise du caoutchouc ; parallèlement, la mévente du riz, principale production locale a provoqué une diminution de recettes. [...]

La Bienhoa Industrielle et Forestière

(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 7 décembre 1933)

[...] Dans son rapport, le Conseil souligne les dispositions de tous genres prises au cours de l'exercice sous revue [1932] pour diminuer les frais généraux : licenciement de la moitié du personnel européen et d'une partie de la main-d'œuvre indigène, allègement des frais de manutention et de surveillance, qui ont permis d'abaisser les frais généraux d'exploitation de 33 % par rapport à 1931.

Malgré la persistance aggravée de la crise, le niveau des ventes s'est maintenu au même niveau que précédemment, soit 370.000 \$, et ceci, bien que les prix de vente aient baissé. Un débouché important mais temporaire a fourni aux bois de feu par les chemins de fer de l'Indochine, dont les locomotives ont été chauffées au bois en 1931. Les ventes de bois débité ont marqué une légère dépression, qui ne semble pas devoir durer.

La Société s'est appliquée à développer ses ventes en Europe et à soigner spécialement la finition de ses envois. [...]

Tramways du Donai
(*L'Information d'Indochine, économique et financière, 22 février 1934*)

L'assemblée ordinaire annuelle a approuvé les comptes de l'exercice 1932 se soldant par une perte d'exploitation de 119.098 fr., amortie par la garantie d'intérêts de la « Bienhoa ».

Il n'a pas été voté de répartition contre 27 fr. 50.

Le rapport note que les résultats enregistrés se sont ressentis de la crise économique qui sévit en Cochinchine et qui ne s'est guère atténuée en 1932.

Le tonnage transporté par le tramway qui, en 1930, était encore pour les bois d'œuvre de 26.662 tonnes, et pour le bois de feu, de 10.828 tonnes, est tombé en 1931, à 9.562 t. et 5.461 t. respectivement ; les recettes totales sont revenues de 842.339 fr à 391.986 francs.

En 1932, grâce à une augmentation du tonnage de bois de feu transporté, la Société a enregistré un accroissement de ses recettes qui ont atteint 471.538 francs.

La Bienhoa Industrielle et Forestière
Assemblée ordinaire du 30 juillet 1934
(*L'Information d'Indochine, économique et financière, 22 septembre 1934*)

Le président Charles Furiat :

[...] En ce qui concerne notre scierie, nos bénéfices actuels sont intéressants. Les résultats sont même tels qu'ils nous permettent de vous dire qu'en 1934, nous espérons faire ressortir un bénéfice uniquement, bien entendu, pour l'exploitation forestière et industrielle. Toutefois, je suis obligé d'indiquer que nous ne pourrions évidemment pas, quels que soient les bénéfices que nous réaliserons sur les plantations [de caoutchouc], ou que nous pourrions attendre de l'exploitation forestière et industrielle, rémunérer le capital énorme de 75 millions qui constitue notre fonds social. Vous vous souvenez de l'indication que je vous ai donnée précédemment des pertes de change subies rien que sur nos plantations ; nous subissons d'autres mécomptes au titre de l'exploitation forestière et industrielle. Nous serons donc amenés à réduire notre capital en des proportions fort sensibles. [...]

Comme il vient d'être rappelé, notre Société est à la fois, et très heureusement, une affaire de bois et une affaire caoutchoutière, Je dis très heureusement, parce que c'est grâce à l'exploitation forestière que nous avons pu faire face au développement de nos plantations. Actuellement, en effet, nous ne touchons pas les avances de la colonie pour des motifs temporaires de trésorerie. En les attendant, nous vivons grâce à notre exploitation forestière ; ceci montre bien que l'exploitation de nos bois, qui nous a valu des mécomptes, en raison de ce que la crise durait et qu'on ne construisait pas, se trouve aujourd'hui dans des conditions différentes. Nous avons reçu de fortes commandes, notamment en traverses de chemins de fer ; elle ne se renouvelleront certes pas constamment mais elles nous permettent d'attendre d'autres fournitures, comme dans toute industrie d'applications variées : en tous cas, présentement, nos plantations sont entretenues grâce à l'exploitation forestière. [...]

M. le président. — Nous avons deux cordes à notre arc. Certaines affaires de scieries n'ont pas réussi en Indochine [liquidation, en février 1934, des Bois du Cambodge (ex-Nouvelle Cie forestière du Mékong)]. Mais la Bienhoa, lorsqu'elle aura fait le nécessaire pour assainir son bilan, arrivera, nous l'espérons fermement, à donner satisfaction à ses actionnaires.

La Bienhoa Industrielle et forestière
Assemblée ordinaire du 11 juillet 1935
(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 7 septembre 1935)

[...] Au cours de la période sous revue, notre exploitation forestière et notre scierie ont sensiblement augmenté leurs travaux : leurs réalisations frais et transports compris ont atteint 5.039.380 francs, soit un accroissement de 62 % par rapport au chiffre de 1933, qui était de 3.096.000 francs.

Nos expéditions de bois façonnés en Europe sont comprises pour 770.880 francs et nos fournitures de traverses de voies ferrées pour 953.660 francs, dans le montant qui vient d'être indiqué.

Nos livraisons ont atteint, pour le bois de feu, 8.019 stères (en diminution sur 1933 de 40 %), pour le bois d'œuvre, 2.821 m. c. (en augmentation de 74 %), pour les bois débités ou ouvrés, 9 850 m. c. (en accroissement de 20 %)

Les prix ne marquent pas de relèvement ; mais nous avons continué à comprimer nos frais de revient.

Notre bénéfice brut d'exploitation, avant imputation des frais généraux, et se totalise à 854.797 fr. 80, montant à rapprocher du chiffre obtenu en 1932 (874.657 fr 05) et de celui de l'exercice 1933, qui n'avait atteint que 343.530 fr. 05 au maximum des répercussions de la crise.

Nous pouvons ajouter qu'au titre des cinq premiers mois de 1935, nous avons enregistré une nouvelle augmentation de notre mouvement d'affaires, non sans préciser, toutefois, que nos importants marchés pour la fourniture de traverses de voies ferrées vont prendre fin.

Tout particulièrement, il nous faut signaler que les disponibilités de notre exploitation forestière et industrielle ont, en 1934, pourvu au règlement d'une forte part des dépenses de nos cultures au détriment du maintien de notre stock de roulement, de la régularité de marche de notre scierie, par conséquent de l'activité que nous aurions déployée si nos ressources avaient été plus larges. [...]

BIENHOA INDUSTRIELLE ET FORESTIÈRE
Assemblée Ordinaire du 18 juin 1936
(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 15 août 1936)

[...] Dans leur ensemble, les opérations de notre exploitation forestière et de notre scierie ont été satisfaisantes. Nous devons cependant signaler que des conditions climatiques anormales ont, au cours du deuxième semestre de l'exercice sous revue, entravé l'approvisionnement en bois de notre usine ; de même, l'emploi sur nos plantations des disponibilités de trésorerie constituée par les excédents de recettes de notre exploitation forestière a privé celle-ci d'une forte part des ressources qui lui auraient été indispensables pour reconstituer ses stocks en période utile ou pour faire face à des aménagements qui auraient amélioré nos conditions de travail.

L'aide ainsi apportée à nos plantations a été importante certes, mais les charges qu'elle a imposées n'auront pas de répercussion durable.

Nos réalisations, frais de transport compris, ont atteint 5.054.390 fr. contre 5 millions 039.380 fr en 1934.

Les expéditions en Europe sont comprises dans le premier de ces chiffres pour 494.550 francs, les fournitures de traverses de voies ferrées pour 1.100.350 fr.

Les prix de vente se sont maintenus : c'est alors d'une nouvelle réduction de nos frais de revient qu'ont dérivé les résultats recueillis.

De façon constante, nous sommes parvenus à améliorer sensiblement le fonctionnement de notre usine : c'est ainsi que les frais de sciage bruts ont été réduits de 13 %, alors que le rendement en bois de premier sciage s'accroissait d'environ 25 %. Nos conditions d'exploitation ne devant plus être affectées désormais par le resserrement de notre trésorerie, nous comptons obtenir de nouveaux amendements : nous serons ainsi en mesure de distancer ceux de nos concurrents qui ont pu continuer leurs travaux, alors que nombre d'autres devaient abandonner toute activité.

Les circonstances actuelles nous ont permis de passer avec une importante affaire similaire, dont le centre d'abattage et d'usinage était voisin du nôtre, un contrat qui nous permet d'utiliser son exploitation. [...]

Il ne nous a pas été nécessaire de recourir à une assistance extérieure, à aucun emprunt à long terme : notre exploitation forestière, en effet, a pu rapporter à nos Plantations le concours de ses excédents de recettes.

Et ceci, sans que son rendement propre fût fortement réduit, nos approvisionnements en bois ayant pu être assurés grâce à l'obtention d'un crédit de campagne d'un montant peu important.

Sans doute, il a fallu différer des aménagements ou achats de matériel mais sans inconvénient grave ainsi qu'il ressort de la réduction obtenue sur nos frais de sciage. [...]

L'usinage du caoutchouc

Nous poursuivons l'étude des mesures prendre pour l'usage de notre production de caoutchouc ; il vient à l'esprit, malgré la distance qui sépare nos trois plantations, que nos latex pourraient être traités dans une unique usine ; il semble bien, en raisons des difficultés inhérentes aux transports, qu'il soit préférable d'installer une usine sur chaque secteur ; la dépense ne sera point supérieure et, *grâce au concours de l'exploitation forestière*, nous aboutirons à l'aménagement successif de nos différentes usines, au minimum de dépenses. [...]

La Bienhoa Industrielle et Forestière
Assemblées ordinaire et Extraordinaire du 26 mai 1937
(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 7 août 1937)

[...] Les réalisations de notre exploitation forestière en 1936 ont atteint, frais de transports compris, 5.484 441 fr. contre 5.054.390 fr. en 1935.

Les expéditions en Europe sont comprises dans le premier de ces chiffres pour 687.987 francs contre 494.550 fr. en 1935. Ces résultats ont été obtenus uniquement par un développement des ventes à des entreprises privées, qui constitue l'indice de l'amélioration de la situation économique de la colonie ; cette fois, il s'est trouvé que nous n'avons pas eu l'appoint de fortes affaires de base, telles que les fournitures de traverses aux voies ferrées de l'Indochine. Il n'en sera heureusement point de même en 1937, notre Société bénéficiant déjà d'importantes commandes de cette nature. D'autre part, nos prix de vente n'ont pas été sensiblement augmentés : c'est donc, grâce aux améliorations obtenues dans l'ordre technique que nous avons pu couvrir les accroissements de nos charges.

L'entente qui nous avait permis de tirer parti de l'exploitation d'un concurrent s'est transformée en une convention définitive.

Les charges d'ensemble 540.000 fr. qui nous incombent, à la suite de notre entrée en possession des moyens d'action de cette entreprise, se répartissent sur dix années : de ce fait, cette intéressante opération n'aura pas constitué une charge pesante de trésorerie pour l'exercice considéré, et n'alourdira nullement les périodes ultérieures.

La reprise du mouvement général des affaires a incité certains petits exploitants, et notamment des Chinois, à rouvrir quelques scieries. Cette activité exclusivement de détail ne nous inquiète pas, puisque, aussi bien, notre politique commerciale, au lieu de disperser nos efforts en de multiples opérations d'ordre restreint, vise de plus en plus à l'obtention de marchés importants. [...]

Main-d'œuvre

Les incidents, qui, au cours de 1936, ont apporté de si graves perturbations dans les relations entre les entreprises et leur personnel d'origine locale, n'ont eu, en Indochine que des répercussions limitées.

La main-d'œuvre a été influencée par certaines propagandes qui ont eu pour effet de susciter, parmi les indigènes de l'exploitation forestière, une courte grève de caractère exclusivement politique. Par contre, aucun incident n'est à signaler sur nos plantations [...]

La marge bénéficiaire de l'exploitation forestière

Le onzième actionnaire. — Moi, je trouve qu'un bénéfice de 300.000 francs est bien faible pour une exploitation forestière de cette importance.

M. le président — Le bénéfice est d'un million, mais il y a des frais généraux.

Le onzième actionnaire. — C'est bien ce que je dis : il y a ces frais généraux qui représentent une différence.

M. le président — Deux mille mètres cubes de bois sont débités par mois. Ce n'est donc pas une petite entreprise. Nous couvrons quarante mille hectares, mais ce n'est pas partout uniquement la forêt. Aussi, nous ne nous bornons pas à exploiter nos forêts et nous exploitons des forêts coloniales voisines de notre domaine. Nous avons donc une exploitation considérable : c'est la première de l'Indochine.

Le onzième actionnaire. — D'accord, mais il y a un million de bénéfices bruts sur l'exploitation des forêts. Comment peut-il y avoir une différence des 700.000 fr. là-dessus ?

Un douzième actionnaire — C'est, en effet, un bénéfice net qui est peu en rapport avec l'exploitation la plus considérable de l'Indochine. Voilà justement le problème qui nous préoccupe.

M. le président. — Je peux vous dire qu'il n'y a pas de gaspillage chez nous. Nous avons obtenu des sacrifices ; il y a eu de nombreux congédiements, des réductions de personnel pendant plusieurs années. Par contre, il y a eu les lois sociales. Nous faisons de notre mieux. Nous avons fait, encore une fois, des économies sordides. Toute la question, c'est d'avoir un courant d'affaires. Or, pendant les dernières années écoulées, le chiffre d'affaires a été faible en Indochine.

Le onzième actionnaire. — Mais est-ce que vous envisagez l'augmentation du rendement ?

M. le président. — Oui, si le mouvement économique de l'Indochine se développe, et si nous continuons à obtenir encore plus de commandes que nous en avons obtenu. Je puis vous donner une indication : en 1935, nous venons de passer un marché pour une commande de trois millions. Cela montre que nous avons tout de même une certaine envergure et que nous pourrions faire des bénéfices intéressants, si le mouvement augmente. En tous cas, nous déployons le maximum d'activité.

Le onzième actionnaire. — Il est tout de même certain que ce bénéfice de 300.000 francs est faible pour un capital de 75 millions.

Originellement, la Société avait été créée, non pour l'exploitation du caoutchouc, mais pour les exploitations forestières.

Le douzième actionnaire. — Il faut reconnaître que c'est grâce à la scierie que nous « tenons » depuis quatre ans.

Le onzième actionnaire. — Comment cela ?

Le douzième actionnaire. — C'est grâce à elle ; c'est grâce à cette scierie que nous avons pu tenir. On lui a jeté beaucoup la pierre. Et je tiens pourtant à remercier aujourd'hui le président qui a toujours répondu très clairement à toutes mes questions. Depuis, je me suis rendu compte que cette scierie, que certains auraient voulu faire disparaître de notre activité, nous a sauvés. C'est tout de même grâce à elle, aujourd'hui, que nous avons ces résultats. Ensuite, vous oubliez que la gestion d'une scierie en Indochine, n'est pas comme en Europe. Pour une exploitation coloniale, elle est très suffisante.

Le onzième actionnaire. — Ce n'est pas mon avis : je crois, au contraire, que l'on peut attendre davantage d'une exploitation aux colonies qu'en Europe.

Le douzième actionnaire. — Non, c'est le contraire.

M. le président. — Veuillez me permettre de passer la parole à votre secrétaire du Conseil d'administration, qui est extrêmement bien renseigné sur toutes les questions industrielles de la Bienhoa.

L'intérêt que représente toute augmentation du chiffre d'affaires.

M. le secrétaire. — Il est constant qu'en général, pour une exploitation forestière en Europe, ou aux colonies, le rendement est assez faible.

Un treizième actionnaires. — Je suis inspecteur des eaux et forêts. Je puis vous dire que cette année, en France, les résultats n'ont pas donné des résultats supérieurs à ceux de la Bienhoa, qui travaille aux colonies dans des conditions plus difficiles, par conséquent, qu'en France. Je ne sais si vous avez eu des renseignements précis en ce qui concerne les résultats de 1935 et de 1936, mais ce n'est pas une branche d'industrie qui a travaillé avec des bénéfices considérables. Toutes ces exploitations ont vivoté et c'est tout.

Le onzième actionnaire. — Ce que je veux dire, c'est qu'il n'est pas utile d'étendre cette exploitation. Pourquoi augmenter une branche d'activité qui ne nous rapporte à peu près rien ?

M. le secrétaire. — Je voudrais attirer votre attention sur ce fait que la production des scieries dont nous nous sommes assurés l'acquisition désorganisait le marché de Gao à Saigon, par suite des prix anormalement bas parfois pratiqués.

Au point de vue rendement, l'année qui vient de s'écouler est typique. Il y a eu un petit bénéfice mais de gros frais généraux.

Pourquoi ? Parce que nous n'avons en aucune grosse affaire de base et que nous nous sommes contentés de vendre à la clientèle de détail. C'est pourquoi nous nous sommes mis à l'étude et à la recherche d'affaires de base, et c'est ainsi que nous avons, en particulier, obtenu une affaire de traverses de plus de trois millions. Même si le bénéfice net de cette affaire n'est pas considérable, nous l'estimons intéressante car si nous admettons que le chiffre d'affaires local se maintient à cinq millions en Indochine, les frais généraux seront ainsi répartis sur cinq plus trois millions : huit millions.

(L'Information d'Indochine, économique et financière, 14 août 1937)
(suite)

Nous avons eu des frais généraux importants certes, mais ils ont été cinq fois plus forts que cela entre 1927 et 1930. Nous les avons réduits dans la proportion de 100 à 20.... Il sont maintenant incompressibles.

Évidemment, l'exploitation forestière n'est pas une exploitation dont on doit attendre jamais des rendements considérables, au moins en pourcentage ; il n'y a que deux solutions : fermer ou continuer :

Vis-à-vis de nos actionnaires, nous n'avons pas le droit de fermer une exploitation qui n'est pas déficitaire, Nous n'en avons pas plus le droit à un autre point de vue, si nous considérons que cette exploitation fait travailler et vivre en Indochine plus de quinze Européens et un millier d'indigènes.

Le onzième actionnaire. — Mais je ne dis pas de fermer. Je n'ai jamais dit cela. Je ne voudrais pas qu'on l'augmente.

Un quatorzième actionnaire. — Vous l'améliorez en achetant le fonds de commerce d'un concurrent.

M. le secrétaire. Ce n'est pas l'exploitation que l'on accroît, ce sont ses débouchés

Nous avons une scierie importante, considérable, qui peut traiter deux mille cinq cents mètres cubés par mois. Nos frais généraux se trouveront mieux répartis sur deux mille cinq cents mètres cubes. D'ailleurs, nous refusons toute extension d'activité qui pourrait donner lieu à des immobilisations nouvelles. Notre politique est d'utiliser au mieux et au maximum les moyens existants et eux seuls.

Le onzième actionnaire. — Ces frais générant comportent les frais du siège.

Un actionnaire. — Raison de plus. Qui est-ce qui les supporterait, alors ? Il faut bien, en tout cas, les affecter quelque part.

M. le secrétaire. — À Paris, les frais généraux sont de cent cinquante mille francs tout compris.

Le onzième actionnaire. — Si j'ai bien compris, ces trois millions de commandes, vous les prenez en plus de la vente normale.

M. le secrétaire. — Parfaitement.

Le onzième actionnaire. — C'est-à-dire que nous aurons une exploitation forestière de huit millions à huit millions et demi de chiffre d'affaires.

M. le secrétaire. — Et peut-être même plus, si la cadence actuelle des commandes locales en Indochine se maintient jusqu'à la fin de l'exercice.

Une voix. — Dans ces conditions, cela devient très intéressant.

M. le secrétaire. — Certes, mais n'oubliez pas non plus ce que vient de vous dire

un actionnaire : le rendement des affaires forestières est faible.

Une voix. — Et les contreplaqués ? En faites-vous ?

M. le secrétaire. — Non, il n'y a à peu près pas de bois indochinois que l'on puisse « dérouler ».

M. le président. — Cela présenterait de trop grands dangers. [...]

La Bienhoa Industrielle et Forestière
Assemblée ordinaire du 27 juillet 1938
(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 3 septembre 1938)

[...] Le chiffre d'affaires de notre branche exploitation forestière marqué un accroissement, sans cependant que ses résultats se soient améliorés.

En effet, l'augmentation importante des prix des matières premières et des charges de toutes sortes, n'a pu être compensée automatiquement par un relèvement correspondant des cours de vente ; il s'est ainsi manifesté durant certaine période un déséquilibre qui s'est répercuté directement sur nos profits.

Les réalisations de bois ont atteint, en 1937, frais de transport compris, 9.125.741 fr. 80 contre 5.484.441 francs en 1937, les expéditions sur exportation sont comprises dans le premier de ces chiffres pour 4.016.065 fr. 10 contre 627.987 francs en 1936. L'accroissement constaté provient de marchés obtenus en Égypte et dont les fournitures se poursuivront en 1938 et 1939.

Le développement des ventes a eu également pour conséquence de nous obliger à porter à un montant plus important notre fonds de roulement, non point seulement pour assurer l'alimentation de nos stocks de bois, mais aussi pour faire face aux décaissements qu'exigent les avances aux tâcherons et les crédits à la clientèle. [...]

Le même actionnaire. — Le contrat que vous avez passé avec l'Égypte vous donne-t-il des garanties au sujet du paiement ? Avez-vous traité avec le gouvernement ou avec un organisme privé ?

M. le président. — Avec l'Administration des Chemins de fer, qui dépend du gouvernement égyptien.

Le même actionnaire. — Vous avez par conséquent toutes garanties. En ce qui concerne le marché français des bois, j'ai entendu dire que nos bois n'étaient pas très appréciés.

M. le président. — Le marché en France des bois d'Indochine n'est pas important et il ne nous appartient pas de le développer.

Le même actionnaire, — Pourquoi ?

M. le président. — Les frets sont prohibitifs. Si vous avez, par ailleurs, des intérêts dans des sociétés qui traitent les bois africains, vous avez pu vous rendre compte qu'il y a pour ces bois un marché en Allemagne, et en France également. Pour les bois d'Indochine, il n'y a pas de marché, et les débouchés normaux sont sur place, à part quelques exploitations.

Le même actionnaire. — Et sur le marché de Shanghai ?

M. le président. — Nous avons fait avec certaine maison un essai qui n'a pas donné satisfaction.

Le même actionnaire. — Il n'y a pas que cette maison. Bien entendu, vous rencontreriez sur le marché chinois des concurrences, mais nos bois sont d'une qualité telle que vous pourriez sans doute en assurer le placement, à condition, bien entendu, de vous adresser non à des maisons d'exportation qui font de tout, mais à des techniciens. Il en serait de même pour le marché de Hong-Kong et le cas

échéant, pas en ce moment naturellement, pour celui de Canton. Je crois que sur ces marchés, il pourrait y avoir place pour certains de nos bois et je me permets de vous faire cette suggestion

Bienhoa Industrielle et Forestière
Assemblée Ordinaire du 7 juillet 1939
(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 29 juillet 1939)

[...] Votre branche Exploitation forestière a enregistré, cette année encore, un accroissement de son chiffre d'affaires. Malheureusement, le déséquilibre constaté déjà au cours du précédent exercice entre le prix des matières premières et les charges d'une part, et les cours de ventes d'autre part, à persisté.

Le manque de main-d'œuvre sur les chantiers en forêt a gêné l'approvisionnement de l'usine, et il en est résulté des retards dans les livraisons qui ont eu pour conséquence de faire subir à la Société des pénalités prévues dans certains contrats.

Les ventes ont atteint — frais de transport compris — 11.424.437 fr. 95 en 1938 contre 9 millions 125.741 fr. 80 pour l'année précédente, les exportations étant comprises dans le premier de ces chiffres pour 3.224.366 fr. contre 4.016.065 fr 10 en 1937. Vous constaterez ainsi un accroissement sensible des commandes locales provenant de la reprise économique dont a bénéficié l'Indochine, et par contre, une diminution des commandes à l'exportation. [...]

Cession à une autre société d'une part de l'actif de la Bienhoa

L'ordre du jour de la réunion comporte la confirmation en tant que de besoin, au conseil d'administration, des pouvoirs d'apporter à une autre société une part de l'actif de la Bienhoa.

Le but que nous recherchons est la séparation des deux éléments qui constituent l'activité de votre société : Plantations de caoutchouc et Exploitation forestière, en vue, pensons-nous, de réaliser des conditions meilleures d'exploitation.

Déjà, cette séparation avait été réalisée dans le cadre de la Société, sous la forme de la mise en gérance des plantations à partir du 1^{er} janvier 1938 et de la suppression de la direction, générale au cours du premier semestre de la même année. Mais ces mesures n'ont pu apporter à chacune des branches de l'activité sociale une autonomie réelle.

C'est pourquoi votre Conseil estime opportun de scinder le patrimoine de la société en le répartissant entre deux organismes juridiquement et effectivement distincts, dont les dénominations préciseront l'objet.

Étant donné que les plantations représentent maintenant la plus grande part des valeurs actives de la Société, il a été décidé de les maintenir dans le cadre de celle-ci, et nous vous demanderons ultérieurement, en assemblée générale extraordinaire, de remplacer notre dénomination actuelle par une raison sociale nouvelle : « Les Caoutchoucs du Donai ».

Les biens constituant l'exploitation forestière, à l'exclusion du domaine proprement dit qui fera l'objet d'une location de longue durée, seront apportés à la Société Forêts et Scieries de Bienhoa. dont le siège social est à Saïgon, et dont le capital de 15.000 fr. appartient en partie à la Bienhoa.

Cette société aura la pleine propriété des biens apportés à compter du jour où l'apport sera définitif — étant entendu que les résultats passif et actif de l'exploitation seront à sa charge ou à son profit à compter du 1^{er} janvier 1939.

L'apport qui sera effectué, net de passif, sera rémunéré par l'attribution de

80.090 actions de 100 francs. Ultérieurement, une assemblée générale extraordinaire de votre société aura à décider la réduction de votre capital de 40 à 32 millions de francs, par répartition entre les actionnaires de ces actions d'apport sous forme de certificats d'attribution.

Au moyen de ces certificats, les actionnaires ou leurs cessionnaires recevront, à l'expiration de la période de deux ans prévue par la loi, des actions nominatives ou au porteur de la Société Forêts et Scieries de Bienhoa.

De ces diverses opérations résultera un échange de titres sur les bases suivantes : le propriétaire de 5 actions de 100 francs Bienhoa recevra en échange 4 actions de 100 francs des Caoutchoucs du Donai et un certificat d'attribution de 1 action de 100 francs de la Société Forêts et Scieries de Bienhoa

De la sorte, les actionnaires demeureront intéressés proportionnellement à leur participation actuelle dans deux Sociétés dont l'objet unique sera pour chacune d'elles, l'exploitation de l'une de nos deux branches. [...]

L'avenir de la branche forestière

Nous n'avons pas songé à arrêter cette partie de notre activité parce que, si l'exploitation forestière a subi, l'année dernière, une crise à l'origine de laquelle se trouvent différentes causes, la principale en a été la dépréciation du franc.

Nous avons, en effet, des marchés à terme, ce qui est tout à fait normal, et nous avons eu ainsi des frais d'exploitation qui ont monté plus vite que les prix de vente. Nous ne devons pas oublier que, dans le passé, la branche forestière a été bénéficiaire et nous avons des raisons d'espérer qu'elle peut s'améliorer.

En effet, j'ai l'impression que, débarrassée maintenant d'un passif trop lourd, la branche forestière peut avoir devant elle un avenir qui pourra se révéler intéressant, car des efforts considérables ont été faits pour développer son activité commerciale. Nous avons, notamment, obtenu des réajustements des prix, tant en ce qui concerne les ventes en Indochine que celles sur les marchés extérieurs. La nouvelle Société sera, à notre avis, non seulement viable, mais elle est même capable, dans l'avenir d'enregistrer certains succès ; nous ne pensons pas qu'il puisse jamais être question d'un succès extraordinaire, mais nous espérons bien que la marche de cette Société sera convenable. [...]

Questions posées par un actionnaire. — [...] Le rapport mentionne au compte « exploitation forestière » que le manque de main-d'œuvre sur les chantiers, en forêt, a gêné l'approvisionnement de l'usine. Est-il possible que l'on manque de main-d'œuvre en Indochine ?

S'agissant de main-d'œuvre spécialisée, peut être ; mais je crois que la main-d'œuvre spécialisée, la main-d'œuvre technique, remplit assez peu de place dans les exploitations forestières où vous avez plutôt recours à des manœuvres. [...]

Pour quelles raisons, étant donné justement la baisse du franc, croyez-vous devoir appliquer aux bois qui vous restent en stock, un amortissement d'un million et quelques centaines de milliers de francs ? Je sais qu'il est des bois qui se déprécient, qui peuvent s'abîmer ; par contre, ceci n'est-il pas compensé par une hausse des prix résultant de l'avalissement du franc ?

Les raisons de l'amortissement effectué sur les stocks de bois

M. le président. — Pas complètement, Monsieur. Dans les stocks de bois, il est une catégorie dite « bois de récupération » dont la vente est assez difficile à obtenir, surtout en cette période. Au moment où il s'agissait d'assainir complètement la situation du stock de l'exploitation forestière, il importait de réduire très fortement la valeur de ces bois de récupération. Lorsqu'on débite un grume, il y a les bois de « premier sciage », environ 50 %, qui sont immédiatement

vendables et vendus ; vous avez, par contre, des « chutes » assez importantes que l'on récupère en parquet, frise, de différentes façons, mais qui restent en stock plus longtemps.

Normalement, du moment qu'il s'agissait de faire l'évaluation minimum de ce qu'il y avait à apporter à une société nouvelle, ces bois de récupération devaient être amortis dans une proportion importante.

C'est ce qui explique les amortissements pratiqués sur les stocks.

M. le président demande ensuite à un administrateur de répondre à la question posée tout à l'heure par actionnaire au sujet de la main-d'œuvre.

La question de la main-d'œuvre

Un administrateur. — Un actionnaire a posé, tout à l'heure, une question relative à la main-d'œuvre des exploitations forestières.

Deux cas sont à considérer : celui de l'usine et celui des exploitations en forêt.

Pour l'usine, il n'y a jamais de difficultés, parce qu'elle est située dans un centre assez habité — près de la ville de Bienhoa — dans une région où la population annamite est abondante et travaille volontiers à l'usine.

Les seules difficultés rencontrées sont relatives à des questions de salaires, lesquels ont dû être rajustés à différentes reprises.

En effet, la situation est tout à fait différente : les chantiers de forêt sont à plusieurs dizaines et, parfois même, à plusieurs centaines de kilomètres des zones habitées et dans des endroits qui sont généralement malsains et extrêmement mal desservis au point de vue alimentation et ressources diverses. Par suite, l'Annamite, qui n'aime pas volontiers s'éloigner des centres habités, qui a horreur de la forêt, éprouve des répugnances visibles et certaines à séjourner pendant longtemps sur les chantiers de forêt.

Les Annamites y viennent assez volontiers pour une très courte période ; mais, dès qu'ils en ont assez, ils s'en vont, désertent et, en général, les mesures prises pour les retenir n'ont pas toute l'efficacité que l'on voudrait.

En particulier, je dois signaler que certains de ces chantiers de forêt sont situés dans des zones malsaines du point de vue du paludisme. L'assainissement de ces zones serait difficile à réaliser, du seul fait des frais considérables qu'il faudrait engager alors même que ces chantiers n'ont qu'un caractère temporaire.

La question de la main-d'œuvre sur nos chantiers de forêts a toujours été très délicate et l'on n'arrivera jamais à la résoudre de façon radicale.

Un autre actionnaire. — Et la main-d'œuvre chinoise ?

Le même administrateur. Il n'y a pas de main-d'œuvre chinoise dans le sud de l'Indochine. Je dois dire que je ne connais pas la situation, au Tonkin, par exemple où, paraît-il, il en vient de façon plus courante mais dans les provinces du sud qu'il s'agisse des exploitations caoutchoutières ou des exploitations forestières, celles-ci n'emploient absolument pas de main-d'œuvre chinoise, à l'heure actuelle du moins.

Le même actionnaire. — Est-ce que l'on a cherché à en obtenir dans le Sud de la Chine, étant donné les circonstances...

L'administrateur. C'est là un problème de gouvernement. Nous ne pourrions faire venir de Chinois sans être d'accord avec le gouvernement.

Le même actionnaire. — Messieurs, je voudrais poser quelques questions au conseil d'administration :

Tout d'abord, quelles sont les perspectives, pour 1939, en ce qui concerne la vente des bois ? Si je suis bien renseigné, ce sont des perspectives tout à fait favorables.

L'amélioration des perspectives de rendement de la branche forestière

M le président. — Je vous ai dit qu'en ce qui concernait les bois nous étions

passés, l'année précédente, par une période difficile, dont nous sortons à peine. Dans les conditions actuelles, aussi bien sur le marché local que sur les marchés extérieurs, nous sommes en présence de perspectives meilleurs pour l'avenir.

Notre collaborateur qui remplit les fonctions de secrétaire de l'assemblée, pourra peut être vous donner certaines précisions à cet égard.

M. le secrétaire. — En ce qui concerne les nouvelles opérations, il est certain que nous avons obtenu un rehaussement intéressant des tarifs. Toutefois, en 1939 nous devons tenir compte, notamment, de marchés de traverses passés en Égypte, marchés dont nous vous avons entretenus l'année dernière, marchés conclus sur la base des prix anciens et qui, dans une certaine mesure, vont venir contrebalancer les résultats favorables des opérations nouvelles. Il est donc sage de ne pas envisager, pour l'année 1939, une situation très favorable de l'exploitation forestière. 1939 représentera une nouvelle étape de cette période de réajustement.

Les débouchés du marché chinois

Le même actionnaire. — Étant donné les destructions considérables de maisons en Chine et le fait qu'il les faudra bien reconstruire un jour, on peut estimer qu'il y aura là un débouché assez intéressant. Je crois qu'en ce moment même, le délégué de la société est en Chine pour étudier la question. Pourriez-vous nous donner quelques renseignements sur cette visite en Chine ?

M. le secrétaire. — Nous avons reçu des appels d'offres provenant de firmes installées à Shanghai.

Nous avons demandé à notre direction locale d'étudier l'importante question des conditions de paiement avant de prospecter sur place de nouveaux débouchés.

Le même actionnaire. — Il faut partir de ce point de vue que la Chine est un débouché très important pour les bois ; il faut aussi considérer qu'il y a une situation de fait, au point de vue des paiements, dont il faut tenir compte. Il y a des débouchés considérables et, lorsque j'étais attaché commercial en Chine, j'ai pu me rendre compte que nous nous trouvons en présence de concurrences très grandes. Par ailleurs, la reconstruction des maisons chinoises va donner lieu à un important débouché. Je signale cela au Conseil d'administration à toutes fins utiles.

A propos de la répartition du passif entre les sociétés après la scission

Autre question : Il y a un passif ; or, comment ce passif va-t-il être réparti entre les deux sociétés, notamment en ce qui concerne les avances faites à la Société des Tramways du Donai ?

Un fait est certain, il faut qu'il y ait une répartition entre les deux sociétés ; cette répartition du passif, comment allez-vous la faire ? Il y a une charge qui incombe aux deux sociétés, société du caoutchouc et société forestière ; cette charge, il faut que vous la répartissiez, puisque vous allez accorder l'autonomie à chacune de ces sociétés.

Un administrateur. — A l'actif du bilan figurent des titres qui, pour une très grosse majorité, sont des actions de la Compagnie Française des Tramways du Donai. La Société des Caoutchoucs du Donai les conservera.

Quant à la situation, juridique des trois sociétés, elle est extrêmement complexe et elle n'est pas encore tranchée définitivement à l'heure actuelle. Elle est l'objet de tous les soins du Conseil d'administration qui examine cette question présentement et qui pourra vraisemblablement la faire connaître aux actionnaires lors de l'assemblée extraordinaire qui a été convoquée.

Ce que je puis vous dire dès aujourd'hui, c'est que, forcément, dans ces rapports, il existe une solidarité entre les deux éléments que la séparation de Bienhoa va créer : les Caoutchoucs du Donai et les forêts et scieries de Bienhoa qui resteront tous deux responsables des engagements qui peuvent avoir été pris antérieurement

vis-à-vis de la Compagnie Française des Tramways du Donaï.

A qui incombera la garantie donnée aux Tramways du Donaï ?

Le premier actionnaire. La garantie d'intérêt incombera aux deux sociétés ? Il faut peut-être que l'on prêche tout de même que, dans cette garantie que jouera, il peut y avoir lieu à contestation par la suite. Il me semble donc que l'observation de mon honorable collègue l'actionnaire est très judicieuse. Il faut savoir ce à quoi l'une et l'autre société seront tenues parce que cette garantie qui, actuellement, joue sur un chiffre relativement faible — une soixantaine de milliers de francs pour l'exercice écoulé — peut représenter un jour une somme de beaucoup plus importante.

Il faudrait donc que fussent bien délimités les droits et devoirs de chacune des sociétés.

Et cela d'autant plus que s'il advient que la société des forêts périlite, la charge retombera sur la société des caoutchoucs du Donaï.

Il faut donc que les risques soient équitablement répartis sur les deux sociétés. Cela me semble rationnel.

M. le président. — Je vais vous lire le texte de la deuxième résolution (Lecture est donnée du texte de la 2^e résolution dont on trouvera le libellé à la fin du compte rendu.)

Le même actionnaire. — Oui, mais le texte de cette résolution ne me semble pas être d'une netteté suffisante: la Bienhoa étant garante vis-à-vis de la Compagnie des Tramways du Donaï, si cette dernière se trouve dans l'impossibilité de payer, si elle fait de mauvaises affaires, dans quelle mesure serons-nous garantis ?

La solution adoptée par le Conseil

Un administrateur. — La situation est très claire, simple et nette : la ligne de chemin de fer de la Compagnie des Tramways du Donaï sert, l'on peut dire, à peu près exclusivement à l'exploitation forestière.

C'est donc la Société chargée de l'exploitation forestière qui prend à sa charge les obligations contractées antérieurement envers la Société des Tramways du Donaï. Mais l'autre partie de la Bienhoa, c'est-à-dire les « Caoutchoucs du Donaï », ne peut pas, par le seul fait de ce contrat, se dégager vis-à-vis des tiers — en l'espèce, vis-à-vis des actionnaires de la Compagnie des Tramways du Donaï des engagements antérieurs.

Nous avons donc pris la solution qui consiste à charger la Société des Forêts et Scieries de Bienhoa du principal de ces engagements, c'est-à-dire que la Société des Forêts et Scieries de Bienhoa devra assumer ces engagements. Mais, en cas de défaillance de la Société Forestière, la Société des Caoutchoucs du Donaï viendra à la suite pour tenir, vis-à-vis des Tramways du Donaï, les engagements pris antérieurement. Cela ne change en rien notre situation générale.

Le même actionnaire. Pour ce qui est des engagements futurs, je ne suis pas tout à fait de votre avis. C'est la Compagnie Forestière qui prend à sa charge les avances faites à la Compagnie des Tramways du Donaï et c'est la Société des Caoutchoucs qui est garante, en quelque sorte, des engagements pris antérieurement par la nouvelle Société Forestière.

Cela est logique, soit, je veux bien, mais à la condition que la situation juridique entre les deux Sociétés soit bien définie et que l'on sache dans quelle mesure, en cas de défection de la Société Forestière, nous devons, nous actionnaires Bienhoa-caoutchouc, intervenir.

Vis-à-vis des tiers, la situation est assez claire, nette et judicieuse; mais entre les deux Sociétés, cela me semble devoir amener, par la suite, des contestations qu'il serait possible de trancher, d'éviter même, dès le début.

Le matériel d'une branche abandonnée

Un autre actionnaire. — Que devient le matériel de distillation qui a coûté fort cher ?

M. le président. — La distillation des bois a surtout été essayée à la fin de la guerre, mais l'on n'a jamais abouti à un résultat concluant. Depuis 1926, cette exploitation a complètement cessé et le matériel a été, soit affecté à d'autres utilisations, soit vendu. Nous ne faisons plus du tout de distillation de bois.

Le même actionnaire. — Du matériel qui, pourtant, a coûté fort cher ! Cela a encore été une des erreurs des membres des conseils d'administration précédents ; et si nous sommes dans cette situation, c'est parce que les membres des conseils antérieurs n'ont pas compris le mouvement commercial des choses.

En tout cas, cette récupération de matériel a-t-elle été bien faite ?

M. le président. — De 1926 à 1930, ce matériel a été réalisé, dans la mesure où il a été possible de la réaliser ; il a été utilisé dans la scierie, dans différents autres endroits où il était possible d'en tirer parti. [...]

Bienhoa Industrielle et Forestière
Assemblée Ordinaire du 7 juillet 1939

(*L'Information d'Indochine, économique et financière*, 5 août 1939)

[...] Une appréciation au sujet de la scission projetée

Le même actionnaire. — Celle-ci encore, Monsieur le président :

Personnellement, je ne vois pas beaucoup l'avantage de la scission des deux parties de l'objet social. Vous nous avez expliqué cela, mais je vous répondrai que, par contre, telle autre société [L'Est asiatique français, transformé en 1932 en Cie asiatique et africaine (CAA)] qui exploitait aussi en Indochine des domaines forestiers mais qui n'était pas placée comme la Société Bienhoa — qui était peut-être, mieux placée — exploitait aussi un autre objet social complètement différent, dans une autre partie du monde même, au Maroc, je crois : de ces deux affaires, ni l'une, ni l'autre ne marchèrent pendant quelques années. Maintenant, les deux activités marchent bien et cette société vient de faire un regroupement de ses actions ; elle n'a pas fait de réduction de capital, ainsi que nous pouvions le craindre un jour, ce en quoi elle a manœuvré plus habilement que les dirigeants de la Bienhoa. J'ai toujours estimé que la réduction de capital a été l'une des graves sottises commises. Eh bien, la société dont je parle n'a pas cru devoir scinder l'objet social, les différents objets sociaux de son activité qui, cependant, étaient de beaucoup plus différents que ceux exploités par la Bienhoa.

Qu'allez-vous faire avec votre société forestière de Bienhoa ? Vous aurez, d'autre part, la Société des Caoutchoucs du Donai. Avons-nous vraiment besoin de nous « refaire cette virginité » ? L'affaire de Bienhoa est connue en bien ou en mal, soit. Si l'affaire progresse avec les productions de caoutchouc que vous nous avez annoncées, pourquoi alors séparez-vous les deux choses ? Quelle est l'économie de ce projet ? Je ne la vois pas bien. Je vois que cela fera de la paperasse, des ennuis pour les actionnaires. Encore nous posera-t-on la question de savoir si nous n'avons pas, par hasard, reçu cela à titre de dividende ?

Quelques voix. — Non. non.

Le même actionnaire. — Je ne sais pas comment cela va être interprété. J'estime que nous aurions pu scinder bénéfices forestiers ou pertes forestières, et bénéfices ou pertes caoutchoutières, mais rester sous le nom de notre vieille Société de Bienhoa. Quant aux frais généraux de l'opération, de quel ordre de grandeur seront-ils ?

Le point de vue du Conseil

M. le président. — Je croyais vous avoir indiqué, tout à l'heure, les avantages que nous voyions à cette scission. Nous voulions que l'exploitation des plantations restât en dehors des aléas de mauvaises années éventuelles de la Société forestière. Nous voudrions, par la suite, vous permettre, lorsque la société caoutchoutière fera des bénéfices, de pouvoir vous distribuer des dividendes, quels que soient les résultats de l'exploitation forestière.

D'ailleurs, vous resterez propriétaires de la totalité de l'affaire et si, comme nous l'espérons, cette branche forestière fait des bénéfices, vous en profilerez également. Si, par contre, elle fait des pertes, rien ne vous empêchera de toucher vos dividendes de la branche caoutchoutière.

Au surplus, je dois ajouter qu'en dehors des frais de constitution, il n'y aura pas d'augmentation de nos frais généraux, ceux-ci se trouvant déjà répartis entre chacune des deux branches qui continuent à fonctionner, comme aujourd'hui, sans frais supplémentaires.

Les droits des actionnaires en ce qui concerne le capital de la nouvelle Société

Le même actionnaire. — Votre Société d'exploitation forestière est une Société d'études au capital de 25.000 francs. Quels sont les autres participants en dehors de la Bienhoa, et pour quels chiffres pour faire les sept actionnaires requis par la loi ? La Bienhoa, me dites-vous, y participe pour 17.000 francs. Les six autres actionnaires, pour constituer la société, peuvent être en dehors de la Bienhoa, quoiqu'apparentés au conseil d'administration et au personnel de la Bienhoa ; ils peuvent aussi être des étrangers et la question se pose de savoir quels seraient les droits de ces actionnaires en cas d'une augmentation de capital.

Si, au lieu de porter votre capital à 8.025.000, vous le portez à 15 ou 20 millions, que vous fassiez cette opération simultanément avec l'opération de distribution de vos actions, il en résulte que les souscripteurs des 25.000 francs ont des droits de souscription qui peuvent être assez considérables dans la nouvelle Société.

M. le président. — Ce droit aux augmentations de capital est proportionnel.

Le même actionnaire. — Mais il peut être proportionnel sur les 25.000 francs.

M. le président. — Il est proportionnel sur les 8.025.000 francs.

Le même actionnaire. — Vous pouvez procéder à une augmentation de capital avant que la répartition ne se fasse

M. le président, — Nous vous donnons cette assurance qu'entre le moment où nous aurons le capital momentanément de 25.000 francs et cet autre moment où le capital sera porté à 8.026.000 francs, par remise à la Bienhoa, contre ses apports de 8 millions de francs d'actions de capital de la Société des Forêts et Scieries de Bienhoa, nous vous donnons, dis-je, cette assurance absolument formelle que nous ne procéderons pas aux augmentations de capital que vous envisagez.

Le même actionnaire. — Je vous remercie L'assimilation des deux catégories d'actions

Un autre actionnaire. — Je n'ai qu'une question à vous poser : Je me rends compte, en consultant le bilan, que la trésorerie n'est pas très forte pour le moment.

Je crois que les actionnaires seraient d'accord avec moi pour vous demander s'il ne serait pas possible d'envisager de donner, par un simple acompte, aux 75.000 actions nouvelles, la somme de 2,30 qui permettrait leur assimilation.

Voire situation future, que j'applaudis personnellement bien qu'ayant été un défenseur de la scierie pendant longtemps, me semble préférable, attendu que la plupart des personnes à qui l'on parle de Bienhoa ont un mauvais souvenir de la forêt. Maintenant que nous sommes une affaire comme les autres, il n'y a aucune

raison pour que Bienhoa ait des plantations capitalisées à 81.000 l'hectare, alors que toutes les autres le sont à 30 ou 40.000 frs.

J'applaudis, pour mon compte, à cette scission et je crois que nous en bénéficierons au point de vue pécuniaire, ce qui est peut-être secondaire, mais tout de même intéressant 1

Ce qui gêne, à mon avis, c'est bien, certes, cet ancien nom que nous traînions, mais aussi cette cotation sous deux rubriques qui empêche une réintégration à terme que M. Furiet nous avait laissé espérer aux assemblées passées.

[...] L'assemblée générale autorise, en tant que de besoin, le Conseil d'administration à faire apport à la Société Forêts et Scieries de Bienhoa aux charges et conditions que le Conseil avisera, de tous les biens constituant l'exploitation forestière et industrielle de la Société et notamment, sans que cette énumération soit limitative :

1° L'établissement industriel et commercial d'exploitation de forêts, de scierie mécanique et de vente de bois, exploité dans la province de Bienhoa et à Saigon, ledit établissement comprenant notamment :

La clientèle et l'achalandage y attaché,

La marque B. I. F..

Le bénéfice et les charge de tous traités, marchés, conventions et accords passés avec tous tiers et toutes administrations, notamment en ce qui concerne les conventions intervenues avec la Compagnie Française des Tramways du Donai, les obligations découlant desdites conventions étant à la charge de la Société Forêts et Scieries de Bienhoa à compter du 1^{er} janvier 1939, la Société La Bienhoa Industrielle et Forestière n'étant pas que garante envers la Compagnie Française des Tramways du Donai.

Le matériel et l'outillage mobiles, le mobilier servant à l'exploitation forestière, industrielle et commerciale.

Les droits, bénéfiques et avantages pouvant résulter de la jouissance exclusive pour l'Indochine des brevets apportés à la Bienhoa Industrielle et Forestière, lors de sa constitution, par la Société en commandite simple Pagès, Camus et Cie.

Les approvisionnements servant à l'exploitation forestière.

Les stocks de bois d'œuvre et de bois débités.

Le droit au bail d'un terrain à Saigon servant de dépôt de bois.

2° Les traités, marchés et conventions qui ont pu être passés pour l'approvisionnement en bois d'œuvre et bois de feu avec des tâcherons et les créances résultant des avances faites à ces derniers.

3° Les sommes à recevoir des clients et débiteurs de la branche forestière de la Société.

4° Les droits que la Société a acquis de divers sur des terrains situés en Cochinchine, à l'exception du domaine forestier que la Société a acquis du Gouvernement Général de l'Indochine, suivant convention du 5 octobre 1910.

Ce domaine, à l'exception des terrains sur lesquels ont été créées les plantations d'hévéas et 5 000 hectares à désigner, sera donné à bail à la Société Forêts et Scieries de Bienhoa pour une durée de 55 ans, sans autre loyer que l'obligation de régler, en l'acquit de la Société bailleuse, toutes les charges et redevances auxquelles peut être assujettie cette Société bailleuse en raison de l'occupation de ce domaine.

5°. L'usine à usage de scierie mécanique à vapeur sise à Tan-Mai ainsi que tous bâtiments, installations, machines à vapeur, centrale électrique, matériel fixe revêtant le caractère d'immeubles par destination et généralement tous les bâtiments, constructions, voies ferrées, cheptel mort ou vif utilisés par l'exploitation forestière et se trouvant sur les terrains apportés devant faire l'objet de la location prévue ci-dessus.

Cet apport devra être fait moyennant comme rémunération 80.000 actions nouvelles, entièrement libérées, de la Société Forêts et Scieries de Bienhoa créées à titre d'augmentation de capital de cette Société, qui sera ainsi porté à 8.025.000 francs. Elles devront porter jouissance du 7 avril 1939 et être du même type que les actions actuelles de Forêts et Scieries de Bienhoa.

2^e partie

1939-1956 : Forêts et scieries de Bienhoa

AEC 1951/1132 — Forêts et scieries de Bienhoa,

Siège social : 62, rut Chasseloup-Laubat, SAIGON (Sud Viet-Nam).

Correspondants : Les Caoutchoucs du Donai 5, avenue d'Orsay, PARIS (7^e). — Voir notice n° 112.

Capital. — Société anon., fondée en 1908, actuellement au capital de 2.550.000 piastres l. C. en act. de 15 p. l. C.

Dividendes. — 1947 : 7 % ; 1948 : 15 %.

Objet. — Exploitations forestières en Indochine et industries du bois. Scierie moderne et usine à Bien-Hoa (Sud Viet-Nam). Services commerciaux à Saigon.

Conseil. — MM. Ch. Furiet [également pdt de la Bq Comm. Afric.], présid. hon. ; P[ierre] Gimon [liquidateur SICAF en 1935], présid.-direc gén. ; J. Ansault, E. Ducarouge, M. Petit, A. M. Pyck, L[ouis] de Saporta [ing. agricole, fils de Gaston, des Cafés de l'Indoch.], A[rnaud] de Vogüe [CCNEO].

[Desfossés 1956/1794]

S.A., 1er janvier 1939.

Siège : Saïgon : 62, Duong Hong Thap Tu.

Gimon (Pierre)[⁰/₀], 1794 (pdg Forêts et scieries de Bienhoa).

Ducarouge (E.)[⁰/₀₀], 1479 (SCR), 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Petit (M.), 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Pyck (A.), 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Saporta (Louis de)(ép. Hélène de La Panouse)[¹/_{x0}][fils de Gaston], 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Ansault (J.)[⁰⁰/₀₀][Bq Indochine], 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Vogüe (Arnaud de)[fils de Robert (St-Gobain)], 718 (Prod. chim. et raff. de Berre), 1449 (pdt St-Gobain), 1726 (pdt CCNEO), 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa), 1808 (Caout. de Kompong-Thom), 1813 (SIPH).

Pichardie (L.-G.), 1794 (Forêts et sc. Bien-Hoa).

Capital : 5.610.000 piastres en 170.000 actions de 33 piastres.

en milliers de piastres	produits bruts (C.A.)	Amortissements	bénéfice net	bénéfice distribué
1948	2.483	395	1.476	383
1949	1.936	686	1.033	224
1950	721	547	—	—
1951	2.462	969	1.280	743
1952	5.056	614	2.013	821
1953	6.069	868	3.334	1.154
1954	4.497	2.008	1.462	959